

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-Temple, le 08/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IRIS OHYAMA

Parc d'activité Le Levant
Avenue Marguerite Perey
77127 Lieusaint

Référence : E4/23 - 2867
Code AIOT : 0006520865

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement IRIS OHYAMA implanté Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint. L'inspection a été annoncée le 10/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IRIS OHYAMA
- Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006520865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IRIS OHYAMA France a bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 en date du 03/05/2018 l'autorisant à exploiter une usine de fabrication de mobilier plastique et son centre logistique situés ZA du Parc du Levant à LIEUSAIN. Elle a également bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/045 du 05/07/2019 de prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation de silos de stockage de matières premières plastiques sur le site de LIEUSAIN.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques,
- risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4-I de l'annexe II	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 3.2.4 et 8.2.1	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 de l'annexe II	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Entretien des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.3.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.4.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.5.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Mise en œuvre du confinement	Lettre du 23/03/2021	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Modifications du site	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.5.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 4.3.4	Sans objet
4	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.5	Sans objet
8	Locaux de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.2.5	Sans objet
11	Consignes de sécurité	Lettre du 23/03/2021	Sans objet
12	Consignes silos	AP Complémentaire du 05/07/2019, article 2.1.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que plusieurs non-conformités aient été constatées, l'exploitant s'est engagé à mettre en place des actions pour se mettre en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4-I de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des matières stockées. Le document ne précise pas le tonnage de matières combustibles stockées (rubrique 1510).</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la fréquence de mise à jour du document.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'en l'absence de produits dangereux présents sur le site, la mise à jour devait être hebdomadaire.</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, l'état des stocks du site complété avec le tonnage de matières combustibles stockées et tout justificatif permettant d'attester de la mise à jour hebdomadaire de l'état des stocks.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'état des stocks était disponible à tout moment.</p> <p>Un plan identifiant les stockages et des zones de risques identifiées a été établi par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks synthétique permettant de fournir une information "vulgarisée" à la population, sur les produits présents dans son entrepôt.</p> <p>Un inventaire physique est réalisé mensuellement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 3.2.4 et 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <p>A des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.</p> <p>Concentrations instantanées en mg/Nm³</p> <p>Concentration en O₂ de référence 3 %</p> <p>Poussières 5</p> <p>NO_x en équivalent NO₂ 100</p> <p>Article 8.2.1 : Autosurveillance des émissions atmosphériques</p> <p>L'exploitant assure une surveillance des rejets à l'atmosphère des chaudières sur les paramètres NO_x et poussières.</p> <p>Le contrôle des rejets sera réalisé tous les 3 ans par un organisme indépendant. Il pourra être demandé, si nécessaire, la recherche de paramètres supplémentaires. Les résultats de ces contrôles seront transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires et explications sur les problèmes éventuellement constatés. Le premier contrôle est réalisé sous un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des rejets atmosphériques des installations de combustion du site a été effectué en 09/2022. La concentration en NO_x respecte la valeur limite imposée par l'arrêté préfectoral du site. Le contrôle n'a pas porté sur le paramètre poussières.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le prochain contrôle des rejets atmosphériques des installations de combustion était programmé le 21/02/2024.</p> <p>L'exploitant transmettra, sous 4 mois, le rapport du contrôle des rejets atmosphériques des installations de combustion prévu le 21/02/2024. Les concentrations en NO_x et en poussières devront être mesurées lors de ce contrôle.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et de déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou toute autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>Ce dispositif de traitement est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité de séparateur d'hydrocarbures à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Deux séparateurs d'hydrocarbures sont présents sur le site.</p> <p>L'exploitant fait réaliser une maintenance annuelle de ces dispositifs.</p> <p>Lors de l'inspection, il a présenté le dernier bordereau de suivi des déchets daté du 15/06/2023 relatif au curage des deux séparateurs du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, la voie d'accès et de circulation autour de l'entrepôt pour les engins de secours était dégagée de tout objet susceptible de gêner le passage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : [...] Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. [...]
Constats : Lors de la visite terrain, plusieurs îlots de stockage dans la cellule 3 étaient accolés au mur coupe-feu séparatif. L'exploitant devra justifier, sous quinze jours, du respect des conditions de stockage, et notamment de la distance minimale de 1 mètre par rapport aux parois, dans la cellule 3 de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, extincteurs, RIA, portes coupe-feu, DAD, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Constats : L'exploitant assure la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. La dernière vérification annuelle des poteaux incendie a eu lieu le 18/04/2023 ; cette dernière a montré que les poteaux d'incendie délivrent un débit et une pression conformes aux prescriptions. Le dernier contrôle annuel des robinets d'incendie armés (RIA) a eu lieu le 11/10/2023. Un RIA a été changé suite au contrôle. La dernière vérification annuelle des extincteurs a eu lieu le 11/10/2023. Le dernier contrôle semestriel du système d'extinction incendie a été réalisé le 12/09/2023. Ce dernier a permis d'identifier des points de non-conformité, dont certains susceptibles de mettre en échec l'installation ; des observations et/ou propositions d'amélioration ont été également émises. Le rapport de vérification fait état des moteurs B1 et B2 de sprinklage à l'arrêt et d'une pompe qui ne fonctionne pas. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois, les éléments permettant de justifier de la remise en conformité du système de sprinklage.

La vérification annuelle du système de désenfumage a été effectuée le 26/07/2023. Le rapport de vérification fait état de plusieurs non conformités. L'exploitant a transmis un justificatif attestant de la réalisation des travaux de changement des plaques de lanterneaux. Il n'a pas été en mesure de justifier de la mise en conformité des commandes manuelles des salles blanche et C14.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois, les éléments permettant de justifier de la mise en conformité des commandes manuelles de désenfumage des salles blanche et C14.

Les portes coupe-feu ont fait l'objet d'un contrôle annuel le 10/07/2023. Les non conformités relevées lors du contrôle ont été levées par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques doivent être réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins E2 120C, munies d'un ferme-porte.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Il est remédié à toute déficience relevée dans les plus brefs délais. Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Constats :

La vérification annuelle des installations électriques a eu lieu le 13/01/2023. Le rapport de vérification fait état de 147 observations. Le rapport de vérification périodique Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner un risque d'incendie et d'explosion. L'exploitant a indiqué que les travaux de réparation des installations ont été réalisés mais il n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation de ces travaux. Il a indiqué que la prochaine vérification des installations était programmée en début d'année prochaine.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, le rapport de vérification Q18 des installations électriques au titre de l'année 2024 et justifiera, le cas échéant, de la levée des non conformités et/ou observations relevées.

Le rapport de vérification d'installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) de 01/2023 ne fait mention d'aucune non conformité et/ou observation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Locaux de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Locaux de charge d'accumulateurs

Prescription contrôlée :

Le local de recharge de batteries des chariots automoteurs, est exclusivement réservé à cet effet. Il est séparé des cellules de stockage ou de l'atelier par des parois et des portes munies d'un ferme porte respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

Sans préjudice des dispositions du code du travail, le local est convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux, Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

Le local est accessible pour permettre l'intervention des services de secours sur au moins une face. Cette face est équipée d'ouvrants permettant le passage des sauveteurs équipés.

Constats :

Le local de recharge de batteries des chariots est séparé des cellules de stockage par des parois et des portes de degré au moins REI 120 et EI 120.

Le local est ventilé. La ventilation est asservie à la charge des batteries.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les rétentions sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement (3576 m³) sont recueillies de façon gravitaire au niveau du bassin de collecte des eaux pluviales étanche de 5150 m³.

Un dispositif d'isolement est mis en place en aval du bassin. Ce dispositif à mise en oeuvre automatique asservi au déclenchement du sprinkler est actionnable localement à partir du poste de garde. Les organes de commande nécessaires à l'isolement du bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Le dispositif d'obturation automatique fait l'objet d'une maintenance et de tests réguliers. Son actionnement est défini par consigne.

Constats :

L'inspection a pu constater que le bassin de rétention était bien présent ainsi que le moyen d'isolement.

Concernant l'entretien, le bassin fait l'objet, en interne, d'une vérification visuelle hebdomadaire et d'un entretien annuel.

Le dernier contrôle du dispositif d'isolement du site a eu lieu le 16/06/2023. Il fait également l'objet d'une vérification hebdomadaire en interne.

Une procédure relative à l'isolement du réseau du site en cas d'incendie existe sur site. Elle n'est

cependant pas suffisamment claire et est incomplète. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la formation du personnel du site à la mise en œuvre de cette consigne.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, la consigne relative à l'isolement du site en cas d'incendie complétée et, sous 3 mois, tout document justifiant de la formation du personnel du site à la mise en œuvre de cette consigne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Mise en œuvre du confinement

Référence réglementaire : Lettre du 23/03/2021

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du confinement

Prescription contrôlée :

L'inspection demandait à l'exploitant de convenir avec la société ALFI d'un moyen d'alerte pour le confinement de ses employés en cas de déclenchement du PPI.

À défaut d'un accord rapide, l'exploitant pouvait déclencher le confinement de ses employés en activant sa propre alarme dès que la sonnerie d'alerte de la population serait activée. L'exploitant devait s'assurer qu'il entend bien cette sonnerie qui est testée tous les premiers mercredis du mois.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait toujours pas convenu avec la société ALFI d'un moyen d'alerte pour le confinement de ses employés en cas de déclenchement du PPI.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, tout document justifiant qu'il a convenu avec la société ALFI d'un moyen d'alerte pour le confinement de ses employés en cas de déclenchement du PPI.

À défaut d'un accord rapide, l'exploitant devra justifier, sous 1 mois, qu'il peut déclencher le confinement de ses employés en activant sa propre alarme dès l'activation de la sonnerie d'alerte de la population. L'exploitant devra s'assurer qu'il entend bien cette sonnerie qui est testée tous les premiers mercredis du mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Lettre du 23/03/2021

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

L'inspection demandait à l'exploitant de compléter le plan de défense incendie du site en précisant le mode de mise en œuvre du confinement du personnel.

Constats :

Le plan de défense incendie du site a été complété.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Consignes silos

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2019, article 2.1.7

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes silos

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par

l'exploitant et spécialement formée aux spécificités des silos et aux questions de sécurité.

La fréquence et les modalités des opérations de maintenance préventive à effectuer sur les différents équipements des silos et notamment le nettoyage sont fixées sous la responsabilité de l'exploitant et sont précisées dans des consignes, adaptées aux risques d'incendie et d'explosion.

Ces consignes et procédures d'exploitation doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes et procédures doivent porter sur :

- les modes opératoires,
- la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des silos et à la remise en service de ceux-ci en cas d'incident grave ou d'accident,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité,
- les instructions destinées au personnel d'entretien
- la procédure de chargement/déchargement,
- les moyens d'extinction à utiliser.

Constats :

Une personne formée est chargée de la bonne gestion des silos. Des consignes spécifiques aux silos sont mises en place sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Modifications du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.5.1

Thème(s) : Autre, Modifications du site

Prescription contrôlée :

Article 1.5.1 : Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Courrier de l'inspection du 23/03/2021 :

L'inspection demandait à l'exploitant de lui transmettre dans les meilleurs délais le dossier de porter à connaissance relatif à la zone de fabrication de masques chirurgicaux mise en place en mezzanine du hall de production, tel qu'il s'y était engagé par courrier du 2 mars 2021.

L'inspection demandait également à l'exploitant de lui fournir, avant la mise en place du stockage de composants plastiques sur palettier dans l'enceinte du hall de production, un porter à connaissance s'attachant notamment à étudier les flux thermiques en cas d'incendie.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'activité de production de masques chirurgicaux, mise en place en mezzanine du hall de production, avait cessé en 07/2022.

Cependant, l'inspection a pu constater que les matières premières restantes pour la fabrication de ces masques (rouleaux de matériau, élastiques...) étaient stockées au niveau de cette mezzanine.

L'exploitant a précisé qu'un dossier de porter à connaissance relatif à ce stockage était en cours de finalisation.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, le dossier de porter à connaissance relatif au stockage de matières premières pour la fabrication des masques chirurgicaux au niveau de la mezzanine du hall de production.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater qu'aucun stockage de composants plastiques sur palettier n'a été mis en place dans l'enceinte du hall de production. Des machines

supplémentaires de fabrication de meubles plastiques ont été installées dans le hall, comme prévu dans le dossier de demande d'autorisation initial.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois